



# Le temps des Réalisations

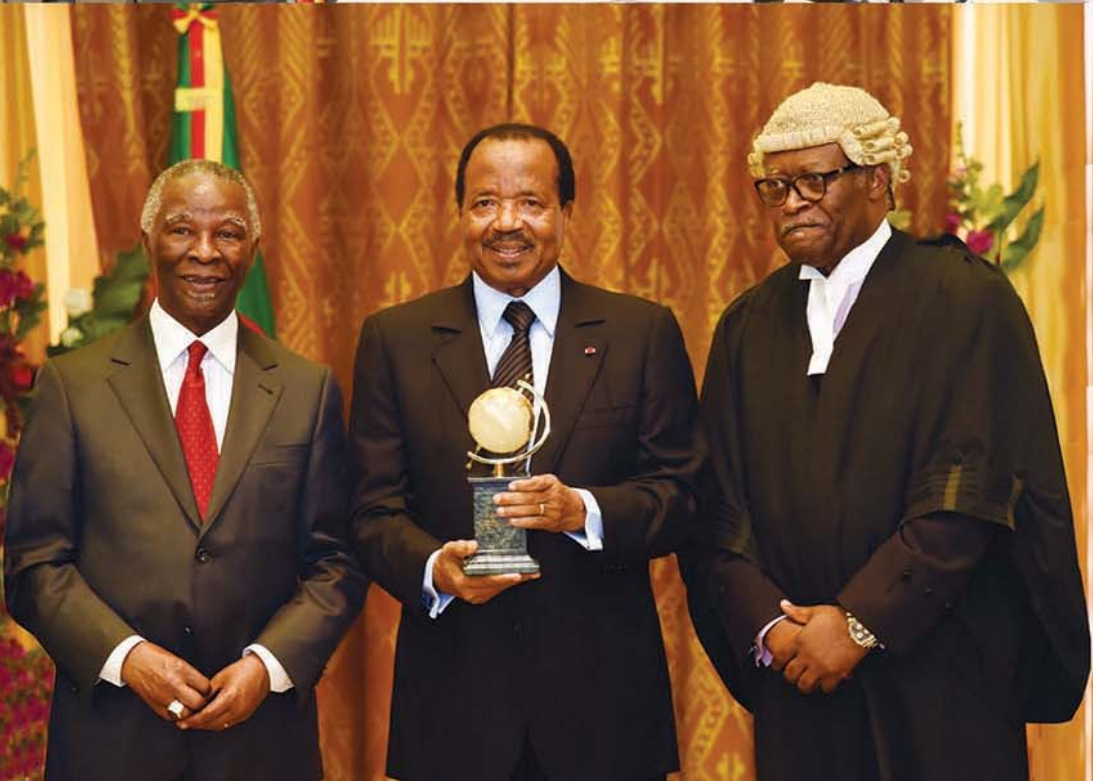
Bulletin mensuel bilingue d'informations - N° 18 - mai-juin 2014  
Cabinet Civil de la Présidence de la République du Cameroun

Récépissé de déclaration N° 00000038 / RDDJ / J06 / BASC du 9 juillet 2012

Directeur de Publication : Martin BELINGA EBOUTOU



## Pari sur la sécurité



**Peaceful Resolution  
of the Bakassi Conflict**

**President Paul BIYA  
Receives Pan African  
Lawyers Union Award**



## **Time for Security**

**A**t times strange challenges occur in life which must be addressed resolutely in order to move on in a serene manner. This is true for the lives of humans and nations. Regarding the latter, eternal wisdom holds that when the threat posed by the enemy becomes pressing, the nation, like one man, stands united to achieve victory. There should be no more division, quarrels and dissent: this is time to fight for the survival of the community, freedom and peace. Such is the challenge presently posed to the Cameroonian people by the Boko Haram sect.

For a nation, there is no time for achieving security and time where insecurity is acceptable. But, all is just a matter of degree. In fact, there are moments when, due to its magnitude, nature, duration and consequences, violence becomes a major hindrance to social peace and stability. This therefore calls for the adoption of exceptional measures. Such measures reflect a special moment, a time for security. This is the moment!

The senseless violence perpetuated by the Boko Haram sect, ensuing from a long-forgotten dark age of human evolution, has crossed the Nigerian border to affect her neighbours, notably Cameroon. Three spectacular kidnappings of expatriates, followed by attacks on innocent people and State symbols, inspired by a mixture of fanaticism, ideological obscurantism, insolent investment in organized crime, penchant for havoc, terrorism and killing. Such a destabilizing campaign

could no longer be tolerated.

Nigeria and her neighbours initiated discussions some months ago. The Paris Summit of 17 May 2014 confirmed this resolve to deal collectively with Boko Haram. The fact that the President of the Republic, H.E. Paul BIYA, led a powerful delegation to Paris, three days to the 20th May National Day celebration, is testimony of his strong political determination. The fact that the Head of State, who is known for his moderate speech, declared "war against Boko Haram", was an unexpected commitment by the organizers of this summit. The decisions taken at the Paris Summit were clear and pragmatic. There is a clear distinction between what must be done at the bilateral and multilateral levels and what falls under the ambit of the international community to bar the way to insecurity and stimulate socio-economic development.

President DEBY visited Cameroon on 22 May on the invitation of the Head of State. This was an opportunity to give immediate concrete meaning to the collective resolve to combat Boko Haram. This visit can be considered as the continuation of the Paris Summit. Once the situation was analyzed and decision-to-act taken, the Head of State took action. He deployed additional military units to the northern part of the country with immediate results on the ground, including the first defeat inflicted on the Islamist sect, the liberation of the reverend priests and sister

kidnapped last April. The Head of State's resolve deserves the support and admiration of his people through national mobilization. In a situation of full-scale war, each citizen must contribute his quota to the war effort. Mobilization against Boko Haram is not a regional, tribal, social class, and much less a religious issue. Terrorism has no friend; it can strike anybody, anywhere. The entire Nation must organize itself into a vast vigilance committee against this cunning enemy. Security will or will not be guaranteed by all and for all. This calls for active and vigilant mobilization rather than mere noise.

The Head of State, Head of the Armed Forces, calm but firm Commander, has already drawn the battle line. His action is hailed by his American peer, Barack Obama, who sees our country as a valuable partner of the United States in preserving peace and stability in our region. How can one forget to also mention this Pan African Lawyers Union prize for "The peaceful resolution of conflicts" awarded to President Paul BIYA, in recognition for the exemplary settlement of the Bakassi dispute? As usual, people who are aggrieved, secretly jealous and without elementary elegance, see nothing good.

By and large, when a courageous, determined and meticulous General is commanding, the troops behind can only be sure of victory in the end.

## Le temps de la sécurité

Il est parfois des défis étranges qui surviennent dans la vie ; auxquels il faut s'attaquer avec fermeté pour poursuivre sereinement sa marche. Il en va ainsi de la vie des hommes comme de celle des nations. S'agissant de celles-ci, la sagesse éternelle est formelle : quand la menace de l'ennemi se fait pressante, la nation, comme un seul homme, se lève et fait front pour se donner des chances de victoire. Plus de divisions, trêve de querelles, silence sur les dissensions : l'heure est à la lutte pour la survie de la communauté, la liberté et la paix. C'est bien le défi qu'impose en ce moment au peuple camerounais la secte Boko Haram.

Pour une nation, il n'y a pas un temps de la sécurité à conquérir et un temps de l'insécurité acceptable. Mais tout est question de seuil. Il est, en effet, des moments où, par son ampleur, sa nature, sa durée, ses conséquences, la violence devient un facteur majeur de trouble à la paix et à la stabilité sociales. Elle appelle alors des mesures exceptionnelles. De telles mesures sont expressives d'un temps spécial, le temps de la sécurité. Nous y sommes.

La violence aveugle orchestrée par la secte Boko Haram, sortie d'un âge obscur de l'évolution humaine que l'on croyait à jamais révolu, a franchi le territoire du Nigeria pour toucher ses voisins, au premier rang desquels le Cameroun. Trois enlèvements spectaculaires d'expatriés, suivis d'attaques contre les populations innocentes et les symboles de l'Etat, attaques dont la hardiesse puise dans un mélange de fanatisme, d'obscurantisme idéologique, d'investissement insolent dans une éco-

nomie du crime organisé, de rage de nuire, de terroriser et de tuer. Il n'était plus possible de laisser faire cette entreprise de déstabilisation.

Le Nigeria et ses voisins avaient entamé depuis plusieurs mois des concertations. Le sommet de Paris du 17 mai 2014 est venu confirmer cette volonté d'opposer un front commun à Boko Haram. Que le Président de la République, S.E. Paul BIYA, à trois jours de la Fête Nationale du 20 mai, se soit rendu à Paris à la tête d'une importante délégation est le signe d'une détermination politique forte. Que le Chef de l'Etat, dont le sens de la parole mesurée est connu, ait déclaré « la guerre au Boko Haram », était un engagement inespéré de la part des organisateurs de ce sommet. Les décisions de Paris ont été claires et pragmatiques. On distingue ce qui doit être fait aux niveaux bilatéral et multilatéral et ce qui relève de l'action de la communauté internationale pour barrer la voie à l'insécurité et impulser le développement socio-économique.

Le 22 mai, à l'invitation du Chef de l'Etat, le Cameroun a accueilli le Président DEBY. Occasion de donner un contenu concret immédiat à l'engagement commun de combattre Boko Haram. Cette visite peut être considérée comme le prolongement du sommet de Paris.

Une fois l'analyse de la situation faite, la décision d'agir prise, le Chef de l'Etat est passé à l'action. Déploiement des unités militaires supplémentaires dans la partie septentrionale, avec des résultats immédiats sur le terrain, dont les premiers revers infligés à la secte

islamiste, la libération des religieux enlevés en avril dernier. La détermination du Chef de l'Etat lui vaut le soutien et l'admiration de son peuple dans un élan de mobilisation nationale reconfortant. Dans une situation de guerre déclarée, chaque citoyen doit fournir sa part d'effort de guerre. La mobilisation contre Boko Haram n'est pas l'affaire d'une région, ni d'une tribu ou d'une classe sociale, encore moins d'une religion. Le terrorisme n'a pas d'amis, il peut frapper n'importe où et n'importe qui. La Nation tout entière doit se constituer en un vaste comité de vigilance contre cet ennemi sournois. La sécurité sera assurée par tous et pour tous ou ne sera pas. Il faut une mobilisation agissante et vigilante, et non un bruissement folklorique.

Le Chef de l'Etat, Chef des Armées, Commandant ferme et calme, a déjà défini la ligne de front. Son action est saluée par son homologue américain Barack OBAMA, qui voit en notre pays un partenaire précieux des Etats-Unis pour assurer la paix et la stabilité dans notre région. Comment ne pas relever également ce prix de l'Union Panafricaine des Avocats pour « La résolution pacifique des conflits » remis au Président Paul BIYA, en reconnaissance du règlement exemplaire de l'affaire Bakassi ? Les âmes chagrines, secrètement jalouses et manquant d'élégance élémentaire, n'y verront, comme à leur habitude, que du vent.

En somme, quand un Chef courageux, déterminé et méthodique est au front, la troupe qui se tient derrière lui ne peut qu'être assurée de la victoire finale.

**Prix de l'Union Panafricaine des Avocats pour  
« la résolution pacifique des conflits »**

**Le Président Paul BIYA lauréat**



Ce prix prestigieux a été remis au Chef de l'Etat au Palais de l'Unité, le 06 juin 2014 par l'ancien Président sud-africain, THABO MBEKI, invité d'honneur de l'Assemblée générale triennale de l'Union panafricaine des Avocats (UPA) tenue à Yaoundé. Le prix de l'UPA a été attribué au Président BIYA en accord avec l'Union Africaine en reconnaissance de son engagement dans la résolution exemplaire du conflit frontalier entre le Cameroun et le Nigeria. La délégation de l'UPA, conduite par son président, Me AKERE MUNA, comprenait la présidente de Transparency International, Mme Huguette LABELLE, Maîtres Elijah BANDA, vice-président de l'UPA pour l'Afrique Australe (Zambie), Mohamed DJIMOUR, vice-président de l'UPA pour l'Afrique du Nord (Tunisie), Bruce KYERERE, Secrétaire général de l'UPA (Ouganda) et Me Francis SAMA, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Cameroun.

Dans l'allocution prononcée à cette occasion, le Chef de l'Etat a souhaité que les Etats reconnaissent la primauté du droit international et le rôle prééminent des Nations Unies.



## L'allocution du Chef de l'Etat lors de la cérémonie de remise du prix



- Monsieur le Président de l'Union Panafricaine des Avocats,
- Messieurs les membres du Conseil Exécutif de l'Union Panafricaine des Avocats,
- Monsieur le Président THABO MBEKI et cher frère,
- Excellences,
- Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un plaisir particulier de prendre la parole à cette cérémonie de remise du Prix de votre organisation pour la Résolution pacifique des Conflits.

En cette circonstance, il m'est

agréable de vous remercier d'avoir choisi le Cameroun pour abriter l'Assemblée Triennale de l'Union Panafricaine des Avocats.

Permettez-moi également de saluer la présence parmi nous de Monsieur THABO MBEKI, notre frère, Ancien Président de la République d'Afrique du Sud, auquel je souhaite la bienvenue.

- Excellences,
- Mesdames et Messieurs,

Dans le monde d'aujourd'hui, de nombreux conflits armés mettent en

péril la stabilité des Etats ou la paix entre les nations. L'Afrique illustre malheureusement ce constat, à commencer par la situation tragique que connaît actuellement la République Centrafricaine.

Les causes des conflits en Afrique sont multiples et variées. Il serait fastidieux de les passer en revue. Je me bornerai maintenant à souligner le danger que font courir à la paix les disputes de frontières et les contentieux territoriaux.

A titre d'exemple, je reviendrai quelques instants sur les efforts faits par le Nigeria et le Cameroun pour

trouver une solution pacifique au différend territorial qui les opposait à propos de la péninsule de Bakassi.

Je crois pouvoir dire que des deux côtés, il a été fait usage de toutes les ressources de la diplomatie et de la justice internationale. Et que ces efforts ont permis d'aboutir à une issue honorable pour les deux parties.

Il a été ainsi démontré que le recours à la force pose plus de problèmes qu'il n'en résout. C'est d'ailleurs ce que stipule la Charte des Nations Unies lorsqu'elle prohibe le recours à la force et exige l'obligation du règlement pacifique des différends.

La paix par le droit est donc possible. A condition toutefois que la force cède le pas devant le droit. A condition aussi que les Etats reconnaissent la primauté du droit international et le rôle prééminent des Nations Unies.

Par ailleurs, la paix dans le monde ne pourra être assurée que si la Communauté internationale fait de la solidarité une des valeurs fondamentales des relations entre nations. On ne peut que se réjouir de la prise de conscience de plus en plus forte de cette obligation par une majorité d'Etats.

A cet égard également, le rôle des Nations Unies demeure capital.

D'autre part, les conflits, qu'ils soient internes ou qu'ils opposent des

entités étatiques, nuisent au décollage économique des Etats africains et à leur développement en général. A ce sujet, il me plaît de féliciter l'Union Panafricaine des Avocats pour le travail remarquable qu'elle accomplit en proposant à nos Etats des solutions dans le champ des missions qui sont les siennes.

En attendant que le droit international l'emporte définitivement sur l'usage de la force, je reste convaincu que celui-ci doit être encadré par le droit, notamment dans le cas de la légitime défense.

C'est dans cet esprit que nous avons dû prendre des dispositions pour nous défendre contre les agissements terroristes de Boko Haram au Nigeria.

C'est le lieu de souligner la pertinence du thème retenu pour votre Assemblée générale, à savoir les « flux financiers illicites en Afrique ». En effet, il est établi que les ressources tirées de la criminalité organisée financent le terrorisme et le trafic des armes.

- Monsieur le Président de l'Union Panafricaine des Avocats,
- Excellences,
- Mesdames et Messieurs,

Un Prix prestigieux, comme celui consacré à la résolution pacifique des Conflits, inspire à qui le reçoit, un sentiment de joie et de fierté.

Permettez-moi d'associer à l'hon-

neur qui m'est fait tous ceux qui ont œuvré au règlement pacifique du différend frontalier entre le Nigeria et le Cameroun.

Je pense notamment :

- à la Cour Internationale de Justice,
- à mon frère, le Président OLUSEGUN OBASANJO, et à l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies M. KOFI ANNAN,
- à mes homologues nigériens successifs,
- aux Etats témoins l'Allemagne, les Etats Unis, la France et le Royaume Uni,
- ainsi qu'à l'actuel Secrétaire Général de l'ONU, M. BAN KI MOON.

Enfin, qu'il me soit permis de vous exprimer ma profonde gratitude pour le prix que votre Organisation, en accord avec l'Union Africaine, a bien voulu me décerner.

Pour conclure, je ne saurais mieux faire qu'en citant un extrait de l'Acte Constitutif de l'UNESCO, je cite : « Les guerres naissant dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il convient d'ériger les défenses de la paix ».

C'est là un programme, tout un programme, plus actuel que jamais. Un beau programme qui nous interpelle tous.

Je vous remercie.



## Address by the Head of State during the Pan-African Lawyers Union “Peaceful Conflict Resolution” Prize Award Ceremony

- The President of the Pan-African Lawyers Union,
- Members of the Pan-African Lawyers Union Executive Committee,
- President THABO MBEKI and dear brother,
- Excellencies,
- Ladies and Gentlemen,

I am particularly pleased to take the floor on this solemn ceremony of the award of your organization’s “Peaceful Conflict Resolution” Prize.

On this occasion, I wish to heartily thank you for choosing Cameroon to host the Triennial Assembly of the Pan-African Lawyers Union.

Permit me also to acknowledge the presence in our midst of Mr THABO MBEKI, our brother, former President of the Republic of South Africa, whom I would like to welcome.

- Excellencies,
- Ladies and Gentlemen,

In the world today, many armed conflicts undermine the stability of States or peace among nations. Unfortunately, Africa illustrates this fact, as epitomized by the tragic situation presently faced by the Central African Republic.

The causes of conflict in Africa are many and varied. It would be tedious to review them. I would limit myself to pointing out the threat posed to peace by border and land disputes.

For example, I would like to dwell briefly on the efforts made by Nigeria and Cameroon to find a peaceful solution to the land dispute over the Bakassi Peninsula.

I dare say that on both sides, all the resources of diplomacy and international justice were used and that such efforts

helped to bring about an honourable outcome for both parties.

It was thus demonstrated that the use of force poses more problems than it resolves. This fact is stipulated in the United Nations Charter which prohibits the use of force and calls for the peaceful resolution of disputes.

It is therefore possible to achieve peace on the basis of law; provided, however, that force gives way to law; provided also that States recognize the supremacy of international law and the pre-eminent role of the United Nations.

Moreover, world peace can only be assured if the International Community upholds solidarity as one of the fundamental values in relations between nations. We can only rejoice in the ever-growing awareness of this obligation by a majority of States.

In this respect also, the role of the United Nations is crucial.

On the other hand, conflicts, whether internal or between State entities, affect the economic take-off of African States and their development in general. In this regard, I am pleased to congratulate the Pan-African Lawyers Union for its outstanding work by proposing solutions to our States within the scope of its missions.

Until international law finally prevails over the use of force, I remain convinced that it should be guided by law, notably in the case of self-defence.

It is in this spirit that we have taken measures to defend ourselves against the terrorist actions of Boko Haram in Nigeria.

At this juncture, I would like to underscore the relevance of the theme of your General Assembly, namely “Illicit Financial Flows from Africa”. In fact, it has been es-

tablished that the resources derived from organized crime are used to finance terrorism and arms trafficking.

- The President of the Pan-African Lawyers Union,
- Excellencies,
- Ladies and Gentlemen,

A prestigious award like the one dedicated to the peaceful resolution of conflicts fills the person receiving it with a feeling of joy and pride.

Permit me to share the honour bestowed on me with all those who worked for the peaceful settlement of the border dispute between Nigeria and Cameroon.

I am thinking particularly of:

- the International Court of Justice;
- my brother, President OLUSEGUN OBASANJO and the former Secretary-General of the United Nations, Mr KOFI ANNAN;
- my successive Nigerian counterparts;
- witness States, namely Germany, the United States of America, France and the United Kingdom; as well as
- the current Secretary-General of the United Nations, Mr BAN KI MOON.

Lastly, permit me to express my profound gratitude to you for the prize that your Organization, in agreement with the African Union, has kindly awarded me.

To conclude, I cannot say it any better than quoting an extract from the UNESCO Constitution, I quote: “Since wars begin in the minds of men, it is in the minds of men that the defences of peace must be constructed”.

This is a programme, an entire programme, which is more topical than ever. A great programme that is a challenge to all of us.

Thank you for your kind attention.



*President Paul BIYA flanked by Pan African Lawyers delegation and some of his close collaborators.*



*The Head of State receives former South African President THABO MBEKI.*



# Sommet de Paris pour la sécurité au Nigéria Paris Summit for security in Nigeria

Samedi 17 mai 2014

Saturday 17 May 2014



Le 17 mai 2014 à Paris, le Président de la République et ses homologues du Bénin, de France, du Nigeria, du Niger et du Tchad, ainsi que les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne, ont participé au sommet sur la sécurité au Nigeria. Lors de la conférence de presse de clôture de ce sommet, le Chef de l'Etat a déclaré que « *le problème Boko Haram a cessé d'être uniquement un problème nigérian, il est devenu un problème régional, sinon continental. Nous sommes ici pour déclarer la guerre au Boko Haram.* »



Les Chefs d'Etat et les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'UE durant leurs travaux.

## Conférence de presse conjointe des Chefs d'Etat à l'issue du Sommet

Déclaration du Président de la République, S. E. Paul BIYA



**Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais tout d'abord remercier le Président de la République Française d'avoir pris l'initiative de nous inviter pour nous pencher sur ce problème très sensible de la lutte contre le terrorisme et, en particulier Boko Haram au Nigeria. Je remercie également les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne qui ont montré beaucoup d'intérêt.

Nous sommes ici pour affirmer notre solidarité et notre détermination à lutter vigoureusement

contre Boko Haram. Le Président HOLLANDE l'a dit : pendant que je suis ici, ils ont commis un attentat de plus, ils ont attaqué des entrepreneurs et ceci vient après l'enlèvement des otages français. A l'heure qu'il est, nous sommes à la recherche de deux prêtres italiens et d'une sœur canadienne.

Le problème Boko Haram a donc cessé d'être uniquement un problème nigérian, il est devenu un problème régional, sinon continental. Nous sommes ici pour déclarer la guerre au Boko Haram. On va le poursuivre et on vaincra

cette chose terroriste parce que les inconvénients sont nombreux. C'est un groupe qui éloigne les missionnaires, les entrepreneurs, les investisseurs ; appauvrit le pays et veut faire revenir les populations du Nigeria au Moyen-âge. On ne peut pas accepter cela.

Nous remercions encore une fois le Président HOLLANDE d'avoir pris l'initiative de nous réunir. Nous allons prendre des mesures encore plus fortes pour éradiquer le phénomène Boko Haram. Merci.



## Le Chef de l'Etat répondant à la presse



**La secte Boko Haram a trouvé un terrain vraiment propice au Cameroun ces derniers temps. Il y a eu plusieurs enlèvements. Hier, il y a eu la mort d'un Chinois ; dix autres ont été enlevés. Pourquoi est-il facile à Boko Haram de circuler au Cameroun, Monsieur le Président ?**

Ce n'est pas moi qui dicte les lois de Boko Haram. Il se trouve qu'il a une certaine préférence pour le Cameroun... Mais je veux dire

que nous avons mis en place désormais des moyens, des unités de combat. Cela ne sera plus facile pour Boko Haram de s'attaquer au Cameroun, surtout que maintenant, on va accentuer la coordination des actions avec le Président Goodluck et toutes les personnes qui sont ici.

Mais je dois dire que Boko Haram utilise des tactiques assez différentes et assez pernicieuses. Plus généralement, ils attaquent la nuit, à partir de minuit, une

heure du matin. Combien d'unités sont en éveil à ce moment-là ? Et puis, ils observent et profitent de la fluidité, de la liberté dans le pays pour envoyer des observateurs le jour. Ils utilisent donc l'effet de surprise et la supériorité numérique. Là où vous avez quinze soldats, ils envoient cent personnes avec un armement lourd. Nous sommes en train d'analyser tout cela et il y aura une réponse.

Merci.

## Quelques extraits saillants des déclarations des autres Chefs d'Etat

**François HOLLANDE,**  
*Président de la République  
Française*

« Boko Haram n'est pas seulement une organisation terroriste, une secte dont la seule activité serait le Nigeria... Boko Haram est une organisation qui est liée au terrorisme en Afrique. Sa volonté est de déstabiliser le Nord du Nigeria, sûrement, mais aussi tous les pays voisins du Nigeria et au-delà même de cette région. Nous avons pu identifier les liens qui unissent Boko Haram avec des organisations terroristes qui, hélas, agissent en Afrique. »

«Nigeria and Cameroon have good relations, even after the incidents of Boko Haram. As you know, Cameroon caught weapons that were meant to be used for a terrorist operation in Nigeria. All things which are being said in the media are not always true. Sometimes the press has a wrong perception because the communities that are attacked by Boko Haram at the borders between Cameroon and Nigeria are either citizens of Cameroon or Nigeria.»

**Goodluck JONATHAN,**  
*President of Nigeria*

**Idriss DEBY ITNO,**  
*Président du Tchad*

« Nous avons eu une très bonne conférence dans laquelle nous avons abordé l'ensemble des questions avec émotion quand il s'agit des adolescentes qui ont été enlevées. Il est question, au vu des résultats de notre rencontre, de nous organiser et de faire face aux terroristes qui gangrènent la région. Ces terroristes ont déjà fait du mal dans la sous-région ; les laisser continuer voudra dire que l'ensemble de la sous-région, sinon toute l'Afrique, va être mise en désordre et que l'obscurantisme prendra le dessus. »

« Cette conférence (...) constitue une approche diplomatique qui nous permet aujourd'hui de sensibiliser toute la communauté internationale pour dire que Boko Haram est un mouvement extrêmement dangereux et que nous sommes décidés à mutualiser nos efforts, nos ressources aussi bien au niveau national, au niveau régional qu'au niveau international. Comme l'a dit le Président BIYA, il y a une forte détermination (...) à faire la guerre, une guerre totale au Boko Haram.»

**Thomas BONI YAYI,**  
*Président du Bénin*

**Mahamadou ISSOUFOU,**  
*Président du Niger*

« En ma qualité de Président de la Commission du Bassin du Lac Tchad, je me réjouis de ce que notre sommet a décidé d'envisager des mesures à moyen et long termes en rapport avec le développement économique et social de la région. Ce plan peut nous aider à faire face, peut nous aider à endiguer le terrorisme parce que comme on le sait, le principal allié du terrorisme, c'est la pauvreté. En faisant reculer la pauvreté, nous pourrions à terme endiguer le terrorisme. »



## Conclusions du Sommet

Les Chefs d'Etat du Bénin, du Cameroun, de la France, du Nigéria, du Niger et du Tchad, ainsi que les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union Européenne ont participé le 17 mai 2014 à Paris à un sommet consacré à la Sécurité du Nigéria. Ce sommet a permis d'intensifier la mobilisation régionale et internationale pour lutter contre le terrorisme du groupe Boko Haram.

La réunion s'est conclue sur plusieurs décisions qui permettront de renforcer la coopération entre les Etats de la région, à la fois pour permettre la libération des jeunes filles enlevées et plus largement pour lutter contre Boko Haram. Les partenaires présents (France, Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Européenne) s'engageront à soutenir cette coopération régionale et à renforcer le dispositif international de lutte contre Boko Haram et de protection des victimes. Tous les Etats réaffirment leur engagement en faveur des droits de l'Homme, et en particulier la protection des droits des jeunes filles victimes de violences, de mariages forcés ou menacés d'esclavage.

### Coopération régionale

Le Nigéria et ses voisins développeront les capacités d'analyse et de réaction qui contribueront à renforcer la sécurité de toutes les populations et l'Etat de droit dans les zones affectées par l'action terroriste de Boko Haram.

Pour lutter contre la menace créée par Boko Haram, qui s'est dernièrement manifestée par plusieurs attentats meurtriers et par l'enlèvement de plus de 270 lycéennes, le Nigéria et ses voisins décident d'immédiatement de :

#### 1. Sur une base bilatérale

- Procéder à des patrouilles coordonnées dans un objectif de lutte contre Boko Haram et de recherche des disparues.
- Mettre en place un système de partage du renseignement afin de soutenir cette action opérationnelle.
- Mettre en place des mécanismes d'échanges d'information sur les trafics d'armes et de renforcer les mesures de sécurisation des stocks des armées.
- Mettre en place des mécanismes de surveillance des frontières.

#### 2. Sur une base multilatérale

- Mettre en place une cellule de fusion du renseignement.
- Instituer une équipe dédiée qui identifiera les moyens à mettre en œuvre et élaborera dans un second temps une stratégie régionale de lutte contre le terrorisme, dans le cadre de la Commission du Bassin du Lac Tchad.

Cette approche s'inscrit dans la logique du sommet de la Commission du Bassin du Lac Tchad de 2012. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'UE coordonneront leur soutien à

cette coopération régionale : expertise technique, programmes de formation, soutien à des programmes de gestion des espaces frontaliers.

### Action au niveau international

Les participants s'engagent à accélérer la mise en place des sanctions internationales, en priorité dans le cadre des Nations Unies, à l'encontre de Boko Haram, d'Ansaru et de leurs principaux responsables.

### Mobilisation en faveur des zones marginalisées et de leurs populations fragiles, notamment les femmes exposées aux violences

Le P3 et l'UE s'engagent à mobiliser les bailleurs de fonds en faveur de programmes favorisant le développement socio-économique des régions concernées, avec un accent particulier sur l'égalité femme-homme, les droits des femmes et des filles et notamment leur droit à l'éducation, le renforcement de la participation des femmes à tous les processus de décision ainsi que le soutien aux victimes de violences sexuelles (assistance juridique, aide médicale et soutien psycho-social). L'UE dédiera un certain nombre de ces programmes en ce sens et renforcera son action de lutte contre la radicalisation.

Les participants ont convenu que le Royaume-Uni accueillera une réunion de suivi le mois prochain au niveau ministériel pour faire un point des progrès de ce plan d'action.

## Conclusions of Paris Summit

The Heads of State of Benin, Cameroon, Chad, France, Niger and Nigeria, as well as representatives of the European Union, the United Kingdom and the United States, participated on 17 May 2014 in a Summit in Paris dedicated to security in Nigeria. This Summit has helped intensify regional and international mobilization to combat the terrorism of the Boko Haram group.

The Summit concluded with several decisions that will strengthen cooperation between regional States, both to enable the liberation of the abducted school girls and more generally to combat Boko Haram. The partners present (the European Union, France, the United State and the United Kingdom) are committed to supporting this regional cooperation and strengthening the international means to combat Boko Haram and protect victims. All these States reaffirm their commitment to human rights and particularly the protection of girls who are victims of violence and forced marriage or threatened with slavery.

### Regional Cooperation

Nigeria and its neighbours will build analysis and response capabilities that will contribute to enhancing the security of all populations and the rule of law in the areas affected by Boko Haram's terrorist acts.

To combat the Boko Haram threat, which has recently manifested itself through several murderous attacks and the abduction of more than 270 school girls, Nigeria and its neighbours have decided to immediately:

#### 1. On a bilateral basis

- Implement coordinated patrols with the aim of combating Boko Haram and locating the missing school girls
- Establish a system to pool intelligence in order to support this operation
- Establish mechanisms for information exchange on trafficking of weapons and bolster measures to secure weapons stockpiles
- Establish mechanisms for border surveillance;

#### 2. On a multilateral basis

- Establish an intelligence pooling unit
- Create a dedicated team to identify means of implementation and draw up, during a second phase, a regional counter-terrorism strategy in the framework of the Lake Chad Basin Commission.

This approach is consistent with the 2012 Summit of the Lake Chad Basin Commission. The United States, the United Kingdom, France and the European Union will coordinate their support for this regional co-

operation through technical expertise, training programmes and support for border-area management programmes.

#### Efforts at international level:

The participants commit to accelerating the implementation of international sanctions against Boko Haram, Ansaru and their main leaders, within the United Nations framework as a priority.

#### Mobilization to support marginalized areas and their fragile populations, and particularly women exposed to violence

The P3 and the EU pledge to mobilize donors in support of programmes fostering the socio-economic development of the rights of women and girls and in particular their right to education, increasing women's participation in all decision-making processes, and supporting victims of sexual violence, including through legal assistance, medical care and psychosocial support. The EU will dedicate a certain number of its programmes to these aspects and will strengthen its efforts to combat radicalization.

The participants agreed that United Kingdom would host a follow-up meeting next month at Ministerial level to review progress on this action plan.



## Autres images marquantes



*La communauté camerounaise en France a réservé un accueil chaleureux au Couple Présidentiel.*







*Accueil du Président de la République par son homologue français, François HOLLANDE, au perron du Palais de l'Elysée, le 17 mai 2014.*



*Une attitude du Chef de l'Etat pendant le sommet.*



## **Visite du Président Idriss DEBY ITNO au Cameroun**

A l'invitation du Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA, le Président du Tchad, S.E. Idriss DEBY ITNO, a effectué du 22 au 23 mai 2014, une visite d'amitié et de travail au Cameroun. Cette importante visite a permis aux Chefs d'Etat de renforcer la coopération bilatérale et de réaffirmer leur détermination à mener la guerre contre la secte Boko Haram.



*Retrouvailles chaleureuses entre les deux Chefs d'Etat à l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen.*





*Amitié et fraternité.*



*L'exécution des hymnes nationaux du Cameroun et du Tchad.*





*La revue des troupes par le Chef de l'Etat tchadien.*

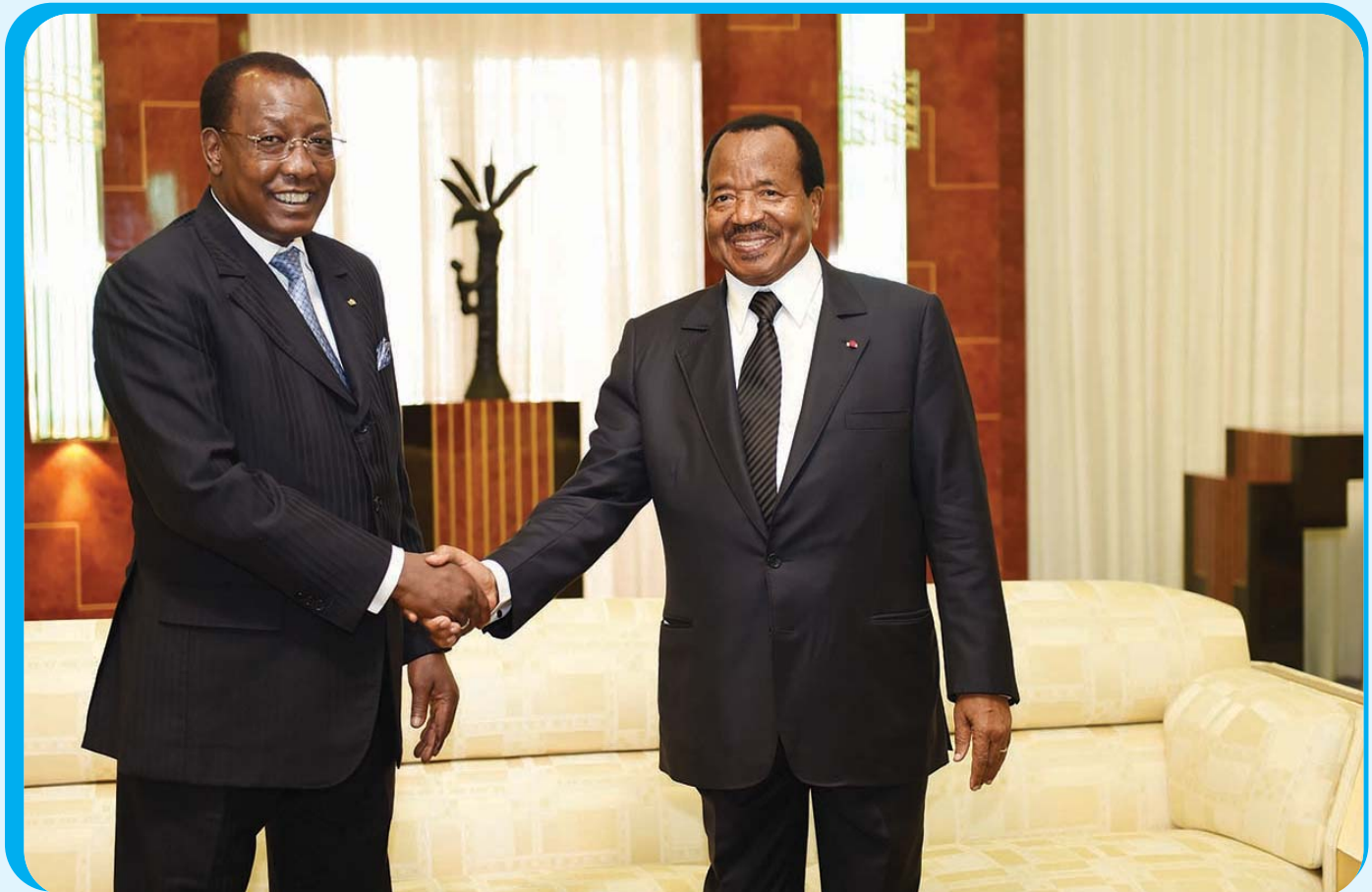


*Premier tête-à-tête entre les Présidents BIYA et DEBY au salon d'honneur de l'aéroport.*





*The two leaders stroll hand in hand into Unity Palace...*



*And share another friendly and cordial handshake to seal the partnership of the two countries.*





*The Presidential Couple offer a gift of a sculpted palm tree to visiting Chadian Head of State.*



*President Idriss DEBY ITNO enjoying the cordiality of Cameroon's Presidential Couple.*



## Toast du Chef de l'Etat lors du déjeuner offert en l'honneur du Président Idriss DEBY ITNO

Yaoundé, le 22 mai 2014



### Monsieur le Président, Cher Frère,

C'est toujours un grand plaisir de vous accueillir ici à Yaoundé. Soyez le bienvenu parmi nous.

Nous avons tellement de choses en commun que le terme de « fraternité » est insuffisant pour traduire notre relation. Il faudra en inventer un autre !

En effet, tout nous rapproche : notre histoire, nos coutumes, nos cultures, nos économies et même nos politiques.

Dois-je donner des exemples ?

La mise en service, il y a quelques années, du pipe-line Tchad/Cameroun a montré l'avantage qu'il y a à s'entendre

pour la réalisation de projets où chacun est bénéficiaire. Demain, les autres richesses du sous-sol tchadien pourront être exportées grâce au développement de nos axes routiers et au prolongement de notre réseau de chemin de fer.

Cette complémentarité de nos économies pourra également donner lieu à des échanges plus nourris concernant l'agriculture et l'énergie.

Ceci pour ce qui est de nos relations bilatérales.

Mais il va de soi qu'au sein de la CEMAC, notre Organisation commune, beaucoup de progrès peuvent également être faits, aussi bien sur le plan du rapprochement de nos économies que

de l'intégration régionale. Et je sais que sur ces points nos positions sont proches.

Aujourd'hui, ce qui nous préoccupe le plus touche à la sécurité de nos deux pays.

Les événements qui ont déstabilisé la RCA et l'activité terroriste de Boko Haram à partir du Nigeria, deux pays avec lesquels le Tchad et le Cameroun partagent une frontière commune, ces événements – dis-je – présentent un caractère évident de gravité pour la sécurité de nos pays.

Dans le cas de la RCA, est en cours un processus de pacification auquel l'un et l'autre, dès les premières heures,



nous participons. Avec l'engagement actuel de la communauté internationale, nous avons grand besoin que ce processus soit mené heureusement à terme.

Les menées terroristes de Boko Haram, qui se manifestent hélas tous les jours, demeurent une menace permanente à la paix et à la sécurité au Tchad et au Cameroun.

Le sommet de Paris dont la France a pris l'initiative, a apporté un certain nombre de réponses aux problèmes que pose cette menace. Les dispositions qui ont été approuvées par les participants devront être mises en œuvre dès que possible, au plan régional comme au plan bilatéral.

En ce qui le concerne, le Cameroun est disposé à examiner avec le Tchad, dans les moindres détails, les conditions dans lesquelles ces dispositions pourront être appliquées par nos deux pays, qu'il s'agisse de patrouilles coordonnées, de partage du renseignement, d'échange d'information ou de mécanisme de surveillance des frontières.

**Monsieur le Président, Cher Frère,**

Pour des pays comme les nôtres, la sécurité est un impératif catégorique. Elle commande non seulement notre stabilité politique, mais aussi nos efforts de développement. C'est un sujet sur lequel nous ne pouvons pas faire de concessions.

Je sais que sur ces points, le Président DEBY et moi-même sommes parfaitement d'accord. C'est la raison pour laquelle je le remercie très chaleureusement d'être venu vers nous à un moment où notre concertation s'imposait.

Vive l'amitié entre le Tchad et le Cameroun !

**Mesdames, Messieurs,**

Je vous invite maintenant à lever votre verre à la santé de notre frère et ami, Son Excellence Monsieur le Président de la République du Tchad.

Je vous remercie de votre attention.

## **Toast by H.E. Paul BIYA on the occasion of the luncheon offered in honour of President Idriss DEBY ITNO**

*Yaounde, 22 May 2014*

**Mr President, Dear Brother,**

As always, it is a great pleasure to welcome you here in Yaounde. You are welcome in our midst.

We have so many things in common that the term "fraternity" does not adequately describe our relations. Another term needs to be coined!

In fact, everything unites us: our history, our customs, our cultures, our economies and even our policies.

Need I give examples?

The commissioning of the Chad-Cameroon Pipeline a few years ago de-

monstrated the advantage of getting on together for the implementation of mutually beneficiary projects. In future, the other resources of the Chadian subsoil could be exported through the development of our roads and the extension of our railway network.

Such complementarity of our economies may also result in more fruitful trade in the agricultural and energy sectors.

This is what can be said concerning our bilateral relations.

However, it goes without saying that within CEMAC, our common Organization, significant progress can also be

made in terms of rapprochement between our economies and regional integration. And I am aware that we share similar views on these issues.

At present, our major concern is the security of our two countries.

The events that have destabilized the Central African Republic and the terrorist activities of Boko Haram in Nigeria, two countries with which Chad and Cameroon share a common border, pose a serious threat to the security of our countries.

Concerning the Central African Republic, a pacification process in which we participated from the outset is

ongoing. Given the present commitment of the international community, we have great hope that this process will be successfully implemented.

The terrorist activities of Boko Haram, which unfortunately occur everyday, remain a permanent threat to peace and security in Chad and Cameroon.

The Paris Summit which was initiated by France provided a number of solutions to the problems posed by this threat. The measures that were adopted by participants should be implemented immediately at the regional and bilateral levels.

Cameroon, for its part, is willing to discuss with Chad, in the most minute detail, the conditions under which these measures, be they coordinated patrols, intelligence sharing, exchange of information or border surveillance mechanism, could be implemented by both countries.

**Mr President, Dear Brother,**

For countries like ours, security is a categorical imperative. It conditions not only our political stability, but also our development efforts. This is an issue over which we cannot make concessions.

I know that President DEBY and I are in full agreement on these issues. This is why I heartily thank him for visiting us at a time when our consultation was necessary.

Long live the friendship between Chad and Cameroon!

**Ladies and Gentlemen,**

I now invite you to raise your glasses to the health of our brother and friend, His Excellency the President of the Republic of Chad.

Thank you for your attention.



*Toast of friendship and closer cooperation between Paul BIYA and Idriss DEBY ITNO.*



# COMMUNIQUÉ CONJOINT

\*\*\*\*\*

Yaoundé, le 22 mai 2014

A l'invitation de Son Excellence Monsieur Paul BIYA, Président de la République du Cameroun, Son Excellence Monsieur Idriss DEBY ITNO, Président de la République du Tchad, a effectué une Visite d'Amitié et de Travail au Cameroun, du jeudi 22 au vendredi 23 mai 2014.

1. Au cours de cette visite qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales d'amitié et de coopération entre le Cameroun et le Tchad, les deux Chefs d'Etat ont eu un entretien au cours duquel Ils ont procédé à un large tour d'horizon, aux plans bilatéral et international, sur les questions et sujets d'intérêt commun.
2. Sur le plan bilatéral, les deux Chefs d'Etat se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui unissent leurs deux pays et leurs peuples. Ils ont manifesté leur satisfaction pour le dynamisme qui les caractérise, notamment dans les domaines du commerce, de l'élevage et de la pêche, de la construction des voies de communication, de l'éducation, de l'interconnexion électrique et des technologies de l'information et de la communication.
3. Les deux Chefs d'Etat ont convenu d'approfondir et de dynamiser cette coopération multiforme et ont décidé d'élargir le cadre de leurs relations bilatérales. S.E.M. Paul BIYA a réitéré la détermination du Cameroun à s'impliquer au processus de l'initiative « *Sauver le Lac Tchad* ».
4. Les deux Chefs d'Etat ont salué la signature prochaine du projet de construction d'une ligne ferroviaire reliant Ngaoundéré à N'djamena. Ils se sont également félicités de la signature prochaine de l'accord pour les modalités de construction du deuxième pont frontalier sur le Logone, entre Kousseri et N'guéli.
5. Ils ont exprimé leur détermination de tout mettre en œuvre afin que le dynamisme de cette coopération facilite l'émulation



et ait des effets positifs d'entraînement sur le processus d'intégration dans la sous-région d'Afrique Centrale.

6. S'agissant du transport des marchandises entre le Cameroun et le Tchad, les deux Chefs d'Etat ont convenu de la nécessité de tout mettre en œuvre dans les deux pays pour alléger et faciliter les procédures et assainir les pratiques pour une meilleure fluidité du trafic.
7. Sur le plan international, S.E.M. le Président Paul BIYA et S.E.M. Idriss DEBY ITNO ont échangé sur les sujets relatifs à l'économie, au développement, à la paix et à la sécurité internationales. Ils ont ainsi évoqué, tour à tour, les questions de sécurité dans la sous-région d'Afrique Centrale, notamment en République Centrafricaine et, dans les pays avoisinants, le fondamentalisme religieux, source de tension dans la sous-région et au-delà, ainsi que les questions de changements climatiques, de désertification et d'intégration régionale.
8. Se félicitant de leur totale convergence de vues sur l'ensemble des sujets ainsi abordés, les deux Chefs d'Etat ont réaffirmé leur engagement à œuvrer au renforcement de la paix et de la sécurité à leur frontière commune. Ils ont instruit leurs administrations respectives d'accélérer la démarcation de la frontière en vue de sa finalisation en 2014 et prescrit le renforcement de la coopération pour la lutte contre la criminalité transfrontalière, le braconnage et le pillage des parcs et aires protégés.
9. Les deux Chefs d'Etat ont réaffirmé leur volonté de continuer à œuvrer pour la paix et la stabilité en République Centrafricaine.
10. Ils ont convenu de rendre plus effective la mutualisation de leurs efforts et prescrit une concertation plus dense entre leurs forces armées, le long de la frontière afin de lutter efficacement contre les activités du groupe Boko Haram.





11. S.E.M. Idriss DEBY ITNO a exprimé, au nom du peuple tchadien, sa profonde gratitude au Président de la République du Cameroun, S.E.M. Paul BIYA, au Gouvernement et au peuple camerounais, pour l'accueil chaleureux et fraternel et pour toutes les marques d'attention particulière dont lui-même et sa délégation ont bénéficié tout au long de cette importante visite.

Fait à Yaoundé, le 22 mai 2014

Pour la République du Tchad

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by several loops and a horizontal line at the end.

**MOUSSA FAKI MAHAMAT**  
*Ministre des Affaires Étrangères  
de l'Intégration Africaine du Tchad*

Pour la République du Cameroun

A handwritten signature in black ink, featuring a large, circular loop at the top, followed by several smaller loops and a horizontal line at the bottom.

**Pierre MOUKOKO MBONJO**  
*Ministre des Relations Extérieures et  
du Cameroun*

# JOINT COMMUNIQUÉ

\*\*\*\*\*

Yaounde, 22 May 2014

At the invitation of His Excellency Paul BIYA President of the Republic of Cameroon, His Excellency Idriss DEBY ITNO, President of the Republic of Chad, paid a friendly and working visit to Cameroon from Thursday, 22 May to Friday, 23 May 2014.

1. During the visit, which is part of efforts geared towards strengthening bilateral friendly and cooperation ties between Cameroon and Chad, both Heads of State held wide-ranging discussions on bilateral and international issues of common interest.
2. Concerning bilateral issues, the two Heads of State lauded the excellent friendly and cooperation ties between their two countries and peoples. They expressed satisfaction with the dynamism of the ties, especially in the areas of trade, livestock breeding and fisheries, communication infrastructure construction, education, electricity interconnection and information and communication technologies.
3. Both Heads of State agreed to deepen and revitalize such multi-faceted cooperation and decided to broaden the framework of their bilateral relations. H.E. Paul BIYA reiterated Cameroon's determination to participate in the "Save Lake Chad" Initiative process.
4. The two Heads of State commended the forthcoming signing of the project to construct a railway line between Ngaoundere and N'djamena. They also welcomed the forthcoming signing of the agreement on the terms and conditions for the construction of the second border bridge over River Logone, between Kousseri and N'gueli.
5. They expressed their determination to do everything possible to ensure that this dynamic cooperation facilitates emulation and produces positive spill-over effects on the Central African sub-regional integration process.
6. Regarding goods transport between Cameroon and Chad, both Heads of State agreed on the need for the two countries to make every effort to simplify and facilitate procedures and improve practices to ensure fluid traffic flow.





7. At the international level, H.E. President Paul BIYA and H.E. Idriss DEBY ITNO exchanged views on issues relating to economy, development and international peace and security. They successively discussed security issues in the Central African sub-region, notably in the Central African Republic and in neighbouring countries, religious fundamentalism, the source of tension in the sub-region and beyond, as well as climate change, desertification and regional integration.
8. Pleased with the total convergence of their views on all the issues discussed, the two Heads of State reaffirmed their commitment to working for the consolidation of peace and security at their common border. They instructed their respective administrations to speed up the demarcation of the border so as to complete it in 2014, and prescribed the strengthening of cooperation to fight cross-border crime, poaching and the looting of parks and protected areas.
9. The two Heads of State reaffirmed their determination to continue working for peace and stability in the Central African Republic.
10. They agreed on more effective pooling of their efforts and ordered closer consultation between their armed forces along the border in order to effectively fight against the activities of the Boko Haram group.
11. On behalf of the Chadian people, H.E. Idriss DEBY ITNO expressed his heart-felt gratitude to the President of the Republic of Cameroon, H.E. Paul BIYA, the Government and the Cameroonian people for the warm and fraternal welcome and all the tokens of consideration extended to him and his delegation during this important visit.

*A.*

Done at Yaounde, 22 May 2014

For the Republic of Chad



**MOUSSA FAKI MAHAMAT**  
*Chad's Minister of Foreign Affairs  
and African Integration*

For the Republic of Cameroon



**Pierre MOUKOKO MBONJO**  
*Cameroon's Minister of External Relations*



20<sup>th</sup> May 2014

## The Armed Forces Ensure the Security of the Nation



The very brilliant and successful military and civilian parade in Yaoundé this year, presided over by the Head of State His Excellency Paul BIYA, was once more an occasion for the Armed Forces to showcase their skills and equipment. Major General Saly Mohamadou, Commander of the Second Military Region commanded the military march past, and was assisted by the female Colonel Anne Nkotto. The parade was well executed as the show of strength was gratifying to many Cameroonians who now know that our military can ensure the safety and security of the Nation,

thus providing a framework within which everyone can carry out their development endeavours in total serenity.

The National Day celebration this year took place in particular circumstances, as the country is undergoing disturbing security concerns, which led the President of the Republic to travel out to Paris on 17 May, barely three days to the National Day, to attend a meeting on security in neighbouring Nigeria. The theme of the celebration, “Army and Nation, in synergy for the preservation of Peace and Security,

Purveyor of Integration, Stability and Economic Development”, was not only very timely, but well-chosen to suit the present circumstances.

Events in neighbouring Central African Republic and the Federal Republic of Nigeria have put Cameroon in a difficult security and humanitarian situation, especially with the influx of refugees, some of whom are former rebels or insurgents in their countries.

This has resulted in deaths being reported in various parts of the country, notably in the East and Far North





*Military honours for the Head of State on his arrival at the 20<sup>th</sup> May Boulevard.*

Regions. The kidnapping of foreigners, such as the two Priests and the Sister, has almost become a regular occurrence.

As Commander-in-Chief of the Armed Forces, the Head of State has taken adequate measures to ensure that the military takes up position and confront the scourge of Boko Haram. By ordering the massive movement of soldiers and military equipment to the Northern Regions of the country, President Paul BIYA is giving the military the chance to ensure the security of the entire national territory.

The fight will not be an easy one, given that it is an asymmetrical war in which the enemy operates in secret;

the national territory is vast and a soldier cannot be put on every square inch of land; and resources are limited as the State has many other duties to attend to. It is in this light that the call made by the elite of the three Northern Regions on Saturday in Maroua and Garoua are very timely, as it requires the combined efforts of all Cameroonians, the total mobilisation of all communities and the vigilance of each and every Cameroonians for us to achieve the goal to maintain our peace and security.

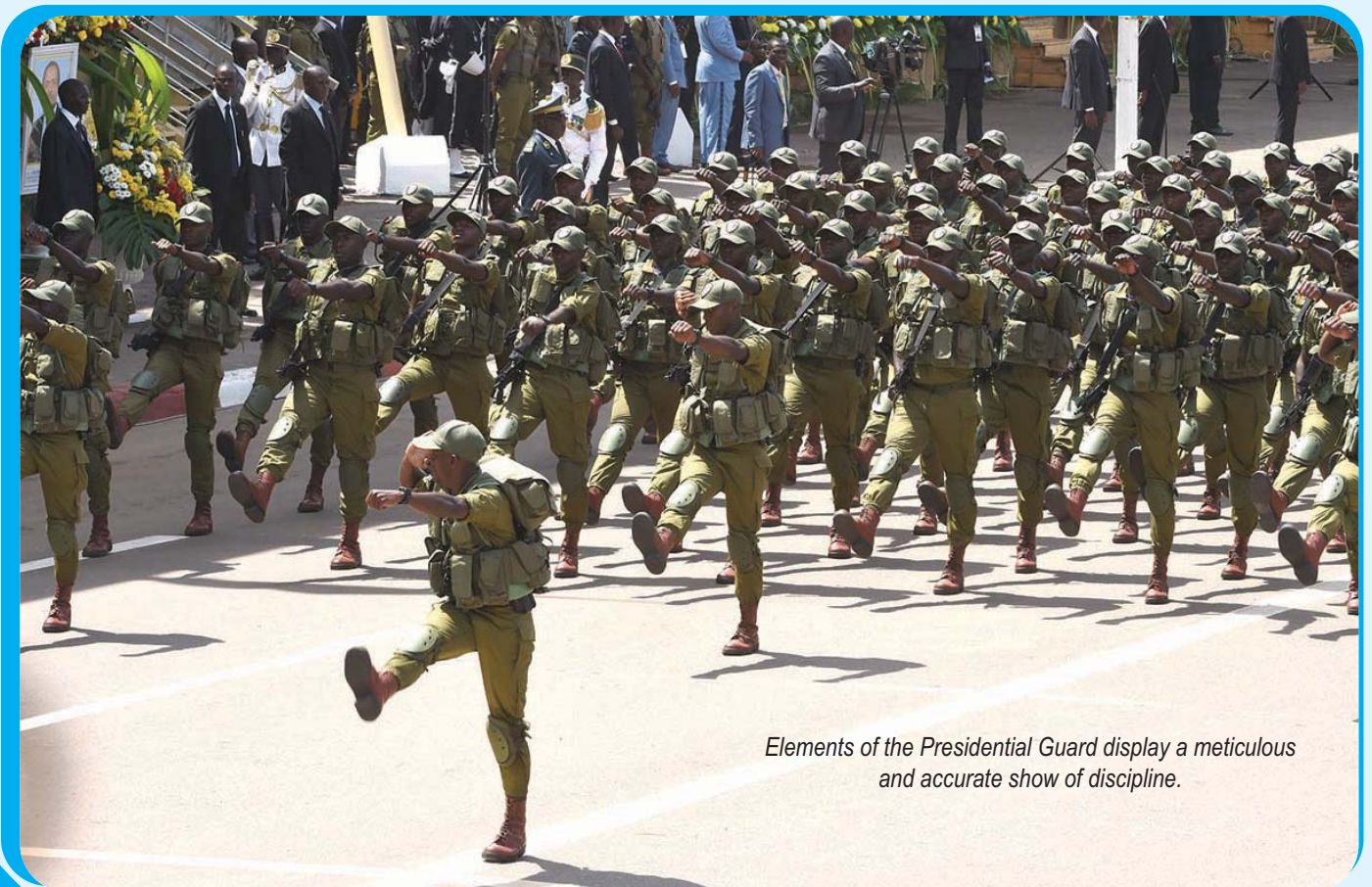
Cameroon's quest for peace, security and stability is carried out with several partners, and the National Day military parade was another occasion to showcase some of the profound

links that Cameroon is building with other countries in the region. It is in this light that a detachment of 160 soldiers from Côte d'Ivoire, under the command of Major Charles Yake, made a colourful presentation of their marching skills and discipline, to the delight of the guests present at the ceremony. Their presence in Yaoundé on this special day is an indication of the determination of President Paul BIYA to collaborate with President Alassane DRAMANE OUATTARA and other leaders of the region in the fight against all forms of violence and insecurity that may hamper the development efforts of our respective countries.





*Le Chef de l'Etat, Chef des Armées attentif à la démonstration des troupes.*



*Elements of the Presidential Guard display a meticulous and accurate show of discipline.*





*Le BIR, unité d'élite redoutable pour l'ennemi.*



*Specialised units of the Armed forces marched with their equipment in a display of force and competence.*





...ost of friendship and closer cooperation between our P...mandants...EVITIO

*The parade was a delightful display of the marching skills of our soldiers.*



*Le carré spécial des éléments des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire.*





Nouvelles acquisitions d'une batterie d'artillerie



Des blindés de combat.





Le Président de la République et Madame Chantal BIYA appréciant la ferveur patriotique lors du défilé civil.



Pupils of Basic Education, the future of the Nation.





Le secondaire.



Colour and discipline once more a hallmark of pupils of Secondary Education.





*Ballet group in African outfit was an attraction during the march past.*



*Les partis politiques ont aussi fait preuve de patriotisme : ici les militants de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP en vert) et ceux de l'Union des Populations du Cameroun (UPC en rouge).*





*Spectacle captivant pour les invités spéciaux du Chef de l'Etat.*



*The SDF joined other political parties in the celebration in Yaoundé.*





Comme d'habitude, les militants du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) ont fait une démonstration de force politique.







*President Paul BIYA greets crowds of invitees at the evening reception.*



*Mrs. Chantal BIYA had a warm handshake for the eager invitees.*





*President Paul BIYA in made a special acknowledgement of Don McKINNON, former Secretary General of the Commonwealth of Nations.*



*President Paul BIYA greets ace musician Manu Dibango, who was a special guest at the celebration this year.*



## Audiences

### Les attentions du Chef de l'Etat pour les trois religieux, ex-otages



Comme lors de la libération des précédents otages, le Président de la République, Paul BIYA, a reçu en audience le 03 juin 2014, la sœur Gilberte Bussière et les pères Gianantano Allegri et Giampaolo Marta, enlevés au mois d'avril dernier dans la localité de Tchéré, dans la région de l'Extrême-Nord, et libérés le 1er juin. Les trois religieux étaient accompagnés au Palais de l'Unité du Nonce apostolique au Cameroun et en Guinée Equatoriale, Mgr Piero Pioppo, et des représentants de leurs pays respectifs, le Haut-Commissaire du Canada, Benoît-Pierre Laramee, et l'Ambassadeur d'Italie, M. Stefano Pontesilli. Le

Chef de l'Etat s'est réjoui de l'heureux dénouement de ce triste épisode. Et l'accolade de la sœur Gilberte au Chef de l'Etat en disait long sur son profond sentiment de reconnaissance.

Les trois ex-otages sont apparus souriants et visiblement heureux, malgré cet épisode difficile, une épreuve dans leur foi. S'exprimant en leurs noms devant la presse, l'Ambassadeur d'Italie et le Haut-commissaire du Canada ont renouvelé leur gratitude au Président Paul BIYA dont la forte implication aura permis cette libération. Ils ont indiqué que les trois

religieux ont promis de porter notre pays dans leurs prières, ainsi que les populations qui les ont généreusement accueillis pendant leur mission. Sœur Gilberte Bussière, âgée 74 ans, originaire de la province du Québec au Canada, a œuvré pendant 25 ans au Cameroun auprès des couches sociales défavorisées des paroisses du diocèse de Maroua-Mokolo. Elle était arrivée au terme de sa mission lorsqu'elle a été enlevée dans la nuit du 4 au 5 avril 2014.





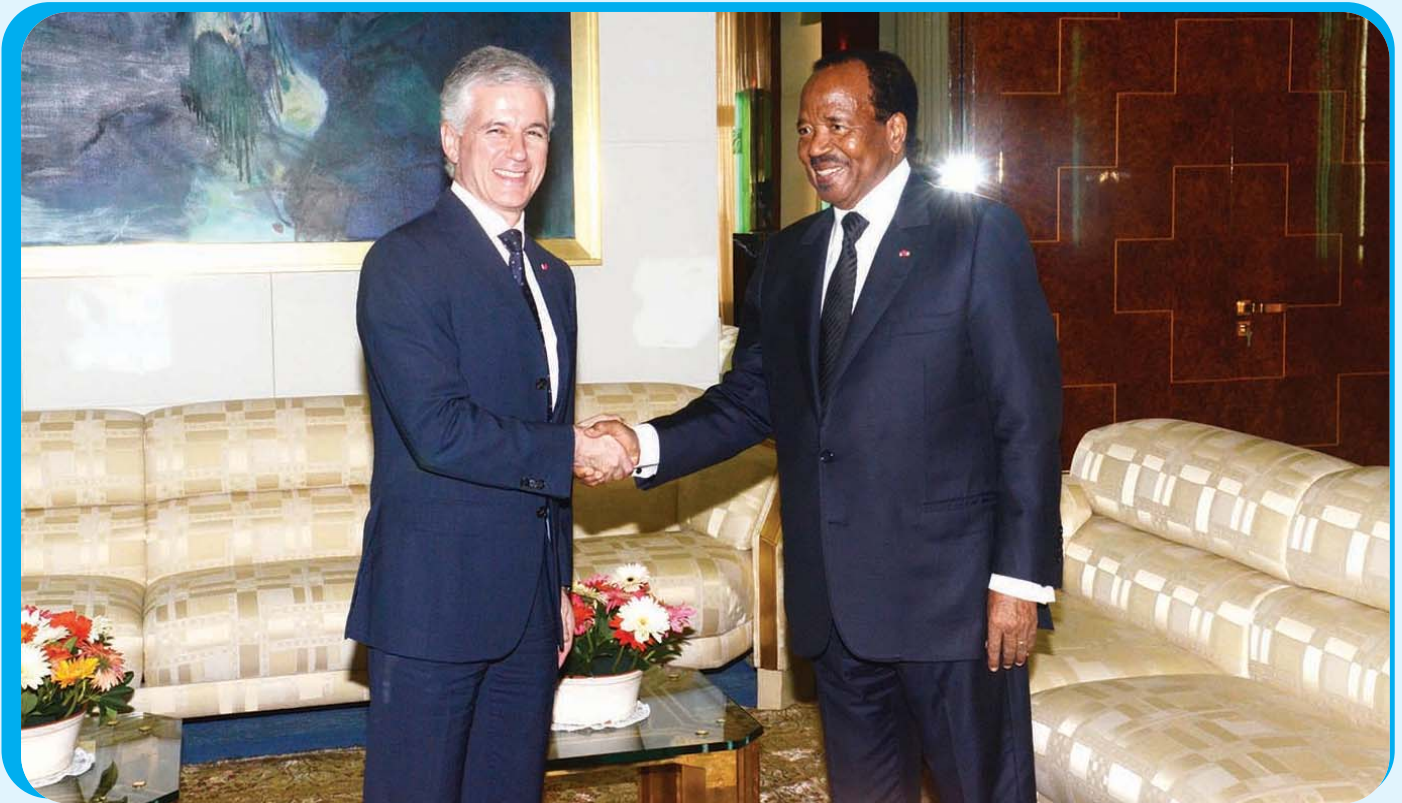
*Entretien entre le Chef de l'Etat et les religieux libérés.*



*Pour la postérité.*



## Les adieux à l'Ambassadeur d'Italie



Arrivé en fin de séjour au Cameroun, l'Ambassadeur d'Italie, M. Stefano Pontesilli a été reçu en audience par le Chef de l'Etat, le 4 juin, au lendemain de son passage au Palais de l'Unité en compagnie des religieux libérés.

Le Chef de l'Etat et son hôte ont passé en revue les excellentes re-

lations d'amitié et de coopération entre Yaoundé et Rome. Pour l'ambassadeur Pontesilli, les perspectives de la coopération sont favorables avec le retour à la croissance de son pays, l'Italie qui sort progressivement de la crise économique. Le gouvernement italien pourrait ainsi participer au financement de grands projets au Came-

roun et poursuivre son aide au développement.

L'Ambassadeur Pontesilli a particulièrement remercié le Président de la République pour les nombreuses attentions dont il a bénéficié pendant les quatre années passées au Cameroun.

### Le temps des Réalisations

#### Une publication du Cabinet Civil de la Présidence de la République

**Directeur de publication :** Martin BELINGA EBOUTOU, *Ministre, Directeur du Cabinet Civil*

**Coordonnateur :** Joseph LE, *Directeur Adjoint du Cabinet Civil, Chef de la Cellule de Communication*

**Conseiller à la rédaction :** Oswald BABOKE, *Conseiller Technique*

**Rédacteurs en Chef :** Nicolas AMAYENA, *Attaché*

BANSI Victor SUYHANG, *Attaché*

**Contribution :** Churchill EWUMBUE MONONO, *Conseiller Technique*; Salomon EHETH, *Chargé de Mission*;

Jean Lucien EWANGUE, *Attaché*

Secrétariat Général de la Présidence de la République : Antoine BOUSOMOG, *Conseiller Technique (Division linguistique et du bilinguisme)*; Florent Guy ELA FOE, *Attaché (Service du fichier législatif et réglementaire)*

**Images:** Elie NYAT SAF, Victor YENE, ANDJONGO SEME, CHIGET SALIFOU

**Appui :** Jeanne d'Arc OTAM, Médard NKODO NSOULOU, Joseph Bienvenu AMOUGOU MEYONG



## Des députés français à l'honneur

Le Chef de l'Etat a reçu en audience le 5 juin dernier, une délégation de trois parlementaires français, membres du groupe d'amitié interparlementaire France-Cameroun, en visite de travail au Cameroun. Conduite par M. André Schneider, député de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP), la délégation française était accompagnée de l'honorable Jean Bernard Ndong Essomba, président du groupe d'amitié Cameroun-France à l'Assemblée Nationale. Le Président de la République et ses hôtes se sont entretenus sur divers sujets d'intérêt commun. Ces entretiens ont porté notamment sur le fonctionnement

des institutions, la sécurité, le financement des projets d'infrastructures et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Face à la presse, le chef de la délégation des députés français a particulièrement apprécié ce rare privilège qui leur a été accordé de pouvoir échanger avec le Chef de l'Etat camerounais. Il a exprimé l'émotion des membres de cette délégation devant « la cordialité absolument impressionnante » que le Chef de l'Etat a manifestée à leur égard. M. Schneider a relevé que ses collègues et lui se chargeront de ré-

percuter la substance des importants entretiens qu'ils ont eus avec le Président BIYA auprès des autorités françaises aussi bien au niveau du parlement qu'ils représentent qu'au niveau de l'exécutif.

La visite des députés français au Cameroun a donné lieu aux échanges denses et fructueux avec leurs homologues de l'Assemblée Nationale du Cameroun. Au lendemain de la mise en place du Sénat, les députés camerounais se sont imprégnés de la longue expérience française du bicamérisme.





## Les actes du Chef de l'Etat dans les principaux pôles de la politique des Grandes Réalisations

### Pôle gouvernance

**Décret n°2014/184 du 04 juin 2014** portant nomination des Gouverneurs de Région. Centre : M. OTTO Joseph Wilson ; Extrême-Nord : M. MIDJIYAWA BAKARI ; Nord : M. ABATE EDI'I Jean ; Ouest : M. AWA FONKA Augustine.

**Décret n°2014/185 du 04 juin 2014** portant nomination du Secrétaire Général des services du Gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, M. RIBOUEM A MOUNGAM Louis Florent.

**Décret n°2014/186 du 04 juin 2014** portant nomination des Préfets. Département du Mbam et Inoubou (Centre) : M. TCHOFFO SAA Maurice ; département du Mayo Sava (Extrême-Nord) : M. BABILA AKAOU ; département du Mayo Tsanaga (Extrême-Nord) : M. ROKSBO Raymond ; département de la Sanaga Maritime (Littoral) : M. DI-KOSSO SEME Fritz ; département du ndian (Sud-Ouest) : M. NTOU-OU NDONG Chamberlin.

**Décret n°2014/187 du 04 juin 2014** portant nomination d'un inspecteur général des Affaires académiques au Ministère de l'Enseignement supérieur.

**Décret n°2014/188 du 04 juin 2014** portant nomination de responsables dans les Universités d'Etat.

**Décret n°2014/189 du 04 juin 2014** portant nomination de responsables dans les Universités d'Etat.

**Décret n°2014/150 du 02 mai 2014** portant nomination de certains membres du conseil d'administration de l'Agence de Promotion des Investissements (API).

**Décret n°2014/151 du 02 mai 2014** portant nomination du président du conseil d'administration de l'Institut national de Cartographie (INC).

**Décret n°2014/152 du 02 mai 2014** portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM).

**Décret n°2014/147 du 30 avril 2014** portant ratification de la Charte africaine sur les valeurs et principes du service public et de l'administration.

**Décret n°2014/148 du 30 avril 2014** portant ratification de la convention entre la République du Cameroun et le Royaume d'Espagne sur la coopération en matière de lutte contre la criminalité.

**Décret n°2014/149 du 30 avril 2014** portant ratification de l'accord entre le gouvernement de la République du Cameroun et le gouvernement de la République populaire de Chine pour la protection et la promotion réciproques des investissements, signé à Yaoundé le 10 mai 1997.

### Pôle industriel de production et de transformation

**Décret n°2014/175 du 30 mai 2014** habilitant le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) à signer avec la Banque Africaine de Développement (BAD), un accord de prêt d'un montant de 5 millions d'unités de comptes, soit 3,77 milliards de francs CFA environ, en faveur de la République du Cameroun pour le financement additionnel du projet d'appui à la modernisation du cadastre et au climat des affaires (PAMOCCA).

**Décret n°2014/164 du 12 mai 2014** habilitant le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) à signer avec la République de Corée du Sud, un ac-

cord de prêt d'un montant de 57,457 millions de dollars US, soit 28,7 milliards de FCFA environ, pour le financement du projet de construction et d'équipement de l'hôpital de référence de Garoua.

**Décret n°2014/144 du 30 avril 2014** ordonnant la publication au Journal officiel du texte de l'accord de crédit n°5224-CM, d'un montant de 32,50 millions de droits de tirages spéciaux (DTS), correspondant à 50 millions de dollars US, soit environ 25 milliards de francs CFA, conclu le 02 avril 2014 entre la République du Cameroun et l'association internationale de Développement (IDA), pour le financement du projet de filets sociaux.

**Décret n°2014/145 du 30 avril 2014** habilitant le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire à signer avec la Banque d'Export – Import de Chine (EXIMBANK-CHINE), un accord de prêt d'un montant de 678,3 millions de dollars US, soit environ 339,15 milliards de francs CFA, pour le financement partiel du Projet d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et ses environs à partir du fleuve Sanaga (PAEPYS).

**Décret n°2014/146 du 30 avril 2014** portant ratification de l'accord de prêt d'un montant de 1,25 million d'unités de compte, soit environ 934,6 millions de francs CFA, conclu le 29 janvier 2014 entre la République du Cameroun et le Fonds africain de Développement (FAD), pour le financement partiel du projet de d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun et du Tchad.





All these instruments and decrees are available on our websites: [www.prc.cm](http://www.prc.cm) and [www.presidenceucameroun.com](http://www.presidenceucameroun.com)  
Civil Cabinet – Presidency of the Republic of Cameroon